



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 02 AVRIL 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 25 mars 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Mardi 02 avril 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Radikah JUMMUN, , Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Jean-Michel LEGRAND donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Bernard TAVERNIER,
Denis COLLET,
Umus PERRONE,
Eric TRINQUET

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Thomas GIRARD.

Comme chaque année, il revient au Conseil Municipal de fixer les différents tarifs communaux applicables au 01 mai 2024.

A noter que pour 2024 il y a lieu également de fixer les tarifs du Camping Le Signal temporairement repris en gestion directe pour la saison 2024.

Ces tarifs ont fait l'objet d'un examen en commission des finances du 18 mars 2024 qui a proposé de les fixer tels que figurant dans les annexes jointes à la présente délibération.

Cela étant exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENT a :

FIXE ainsi qu'il suit les différents tarifs applicables tels que figurant dans les annexes jointes à la présente délibération.

A compter du 1^{er} mai 2024 pour :

- **Annexe 1** : Les Tarifs de police municipale 2024
- **Annexe 2** : Les Tarifs Communaux 2024
- **Annexe 3** : Les Tarifs Espace André Malraux 2024
- **Annexe 4** : Les Tarifs Médiathèque 2024
- **Annexe 5** : Les Tarifs Cinéma 2024

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

A compter du 26 avril 2024 pour :

- **Annexe 6 : Les Tarifs Camping « le Signal » 2024**

Envoyé en préfecture le 09/04/2024

Reçu en préfecture le 09/04/2024

Publié le

ID : 001-210102695-20240402-DR202426-DE



- **APPROUVE** la gratuité de la location des salles communales pour les associations de Nantua, à raison de deux locations par an.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

Le Secrétaire de séance,
Suzy CASSAR

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.